PRESENTATION GENERALE

Dénomination Sociale	**MODERN LEASING-ML**
Forme Juridique	**Société Anonyme**
Siège Social	**Immeuble Assurances SALIM, Centre Urbain Nord, Lot AFH BC5 1082 Cité Mahrajène**
Capital Social	**20 000 000 Dinars**
Date de la constitution	**28 Mars 1997**
Téléphone **Fax**	**71 189 700** **71 949 335**
E-mail **Site Web**	**ML@modernleasing.com.tn** **www.modernleasing.com.tn**
Législation particulière	La Société est régie par la loi n°2001-65 du 10/07/2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée par la loi n°2009-19 du 02/05/2006.Elle est également régie par les dispositions de la loi n°94-89 du 26/07/1994 relative au leasing et de la loi n°94-90 du 26/07/1994 portant sur les dispositions fiscales du leasing.
Secteur d'activité	**Leasing Mobilier et Immobilier**
Date d'introduction en bourse	**01/12/2010**

REPRESENTATION

Agence SOUSSE	**Immeuble HADRUMET 2ème étage Bureau n° B 2.4 Place FARHAT HACHED BAB BHAR Sousse 4000**	**Téléphone : 73 215 222** **Fax : 73 270 222** **E-mail : agence.sousse@modernleasing.com.tn**
Agence SFAX	**Immeuble EL MORJENE 2ème étage N°A2-4 Avenue de l'Environnement Route de Gabes KM1 Sfax 3000**	**Téléphone : 74 452 840** **Fax : 74 452 980** **E-mail : agence.sfax@modernleasing.com.tn**
Agence BEJA	**Immeuble MERRICHE 2ème étage Avenue HABIB BOURGUIBA Béja 9000**	**Téléphone : 78 450 440** **Fax : 78 450 430** **E-mail : agence.béja@modernleasing.com.tn**

STRUCTURE DU CAPITAL AU 31/12/2013

Actionnaires	Quantité	% du Capital
BANQUE DE L'HABITAT	1 470 283	36,76%
SICAF BHEI	397 664	5,49%
AL BARAKA BANK	230 501	5,76%
SIM SICAR	231 215	5,78%
ASSURANCES SALIM	219 743	5,49%
SOCIETE EL BOUNIANE	150 000	3,75%
AHMED TRABELSI	93 040	2,33%
IMMOBILIERE SLIM	90 600	2,27%
ACTIONNAIRES ETRANGERS	107 300	2,68%
AUTRES	1 009 654	29,69%
TOTAL	**4 000 000**	**100%**

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mme. Dalila BADER KOUBAA
Présidente du Conseil d'Administration

BANQUE DE L'HABITAT
Mr. Habib AMRI

ASSURANCES SALIM
Mr.Sahbi KACEM

SIM SICAR
Mr.Elyes ZENAIDI

SOCIETE EL BOUNIANE
Mr.Taher BABAY

IMMOBILIERE SLIM
Mr.Slim BELARBI

AL BARAKA BANK
Mme.Rachida TOUMI

SOCIETE SICAF EPARGNE INVEST
Mr.Lamine REZGUI

Mr.Ahmed TRABELSI

Mr.Taieb GHALI
Administrateur représentant les petits porteurs

Mr. Khaled FRADI
Administrateur indépendant et Président du Comité Permanent d'Audit

Mr.Nourreddine YAICHE
Administrateur indépendant et Président du Comité de Gestion des Risques

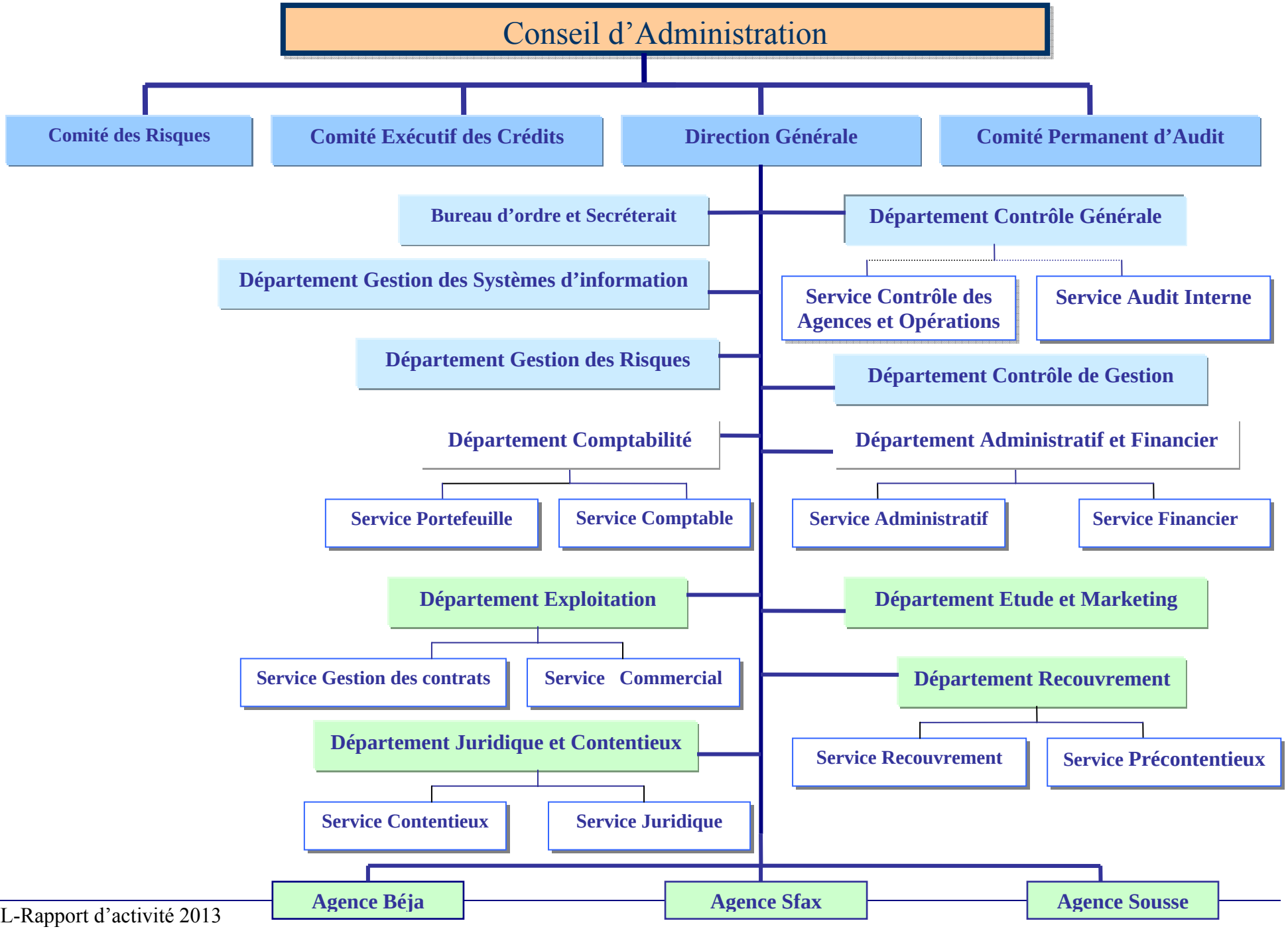
DIRECTION GENERALE

Mme Sonia BEN FREJ LARBI

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Pro audit
Mr. Tarek ZAHAF

CMA
Audit et Conseil
Mr. Mohamed AMMAR


Conseil d'Administration
Comité des Risques
Comité Exécutif des Crédits
Direction Générale
Comité Permanent d'Audit
Bureau d'ordre et Secréterait
Département Contrôle Générale
Département Gestion des Systèmes d'information
Service Contrôle des Agences et Opérations
Service Audit Interne
Département Gestion des Risques
Département Contrôle de Gestion
Département Comptabilité
Département Administratif et Financier
Service Portefeuille
Service Comptable
Service Administratif
Service Financier
Département Exploitation
Département Etude et Marketing
Service Gestion des contrats
Service Commercial
Département Recouvrement
Département Juridique et Contentieux
Service Recouvrement
Service Précontentieux
Service Contentieux
Service Juridique
Agence Béja
Agence Sfax
Agence Sousse

CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

A l'instar des années 2011 et 2012, la conjoncture économique mondiale est demeurée en 2013 sensible aux retombées de la crise de la dette souveraine dans la Zone Euro, ayant entraîné une détérioration de la confiance des opérateurs économiques sur les marchés, mais aussi un ralentissement des échanges mondiaux et un déséquilibre sur les marchés financiers internationaux. C'est ainsi que la croissance de l'économie mondiale est restée faible en 2013 avec un taux de croissance mondiale de 3% en 2013 contre 3,2% un an plutôt et 3 ,9% en 2011.

Aux **Etats-Unis**, la croissance du PIB a été robuste au quatrième trimestre avec une moyenne de 3,5%, tirée par le renforcement des dépenses de consommation et d'investissement.
La reprise de l'économie américaine s'est traduite par une baisse continue du chômage qui a atteint 6,7% à fin 2013, son plus bas niveau depuis cinq ans.

Dans **la Zone Euro**, le PIB a progressé de 0,3% au quatrième trimestre 2013 après 0,1% au troisième trimestre, soit un rythme plus dynamique que prévu. La reprise s'est renforcée en Allemagne, en France, en Espagne et en Italie. Sur l'ensemble de l'année 2013, le PIB de la Zone Euro s'est contracté de 0,4% après -0,6% en 2012.
Le taux d'inflation dans la Zone Euro est retombé à 0,8% au mois de Décembre, ravivant les craintes de déflation.

En Chine, la croissance s'est établie à 7,7% au quatrième trimestre 2013 après 7,8% au troisième trimestre en rapport surtout avec l'amélioration de l'activité dans le secteur immobilier. L'économie chinoise s'est accrue de 7,7% comme en 2012, soit un rythme supérieur à l'objectif officiel de 7,5%.

Pour **les Pays émergents**, la croissance a été modérée dans un contexte d'incertitude sur les effets d'une diminution des injections de liquidités par la Fed. Afin de contenir les risques d'inflation et la dépréciation des taux de change, les banques centrales de certains pays émergents ont été contraintes à durcir leur politique monétaire.

CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

A l'échelle nationale, la poursuite des tensions sociopolitiques et la détérioration de la situation sécuritaire dans le pays pour la 3ème année consécutive auxquelles s'ajoute la poursuite de la récession dans la zone Euro, principal partenaire de la Tunisie, n'on fait que ralentir d'avantage le rythme de l'activité économique en 2013.

En effet, après avoir échappé à la récession en 2012, affichant une croissance de 3,6%, le rythme d'évolution de l'économie tunisienne s'est décéléré en 2013 pour s'établir à 2,6%.

Pour ce qui est de l'inflation ; le taux d'inflation après avoir connu une certaine stagnation au cours des derniers mois de l'année, a affiché à fin 2013, une moyenne de 6,1% contre 5,6% un an plus tôt (soit le niveau le plus élevé depuis 1995). Ceci est dû, essentiellement, à la hausse des prix des produits alimentaires (8% contre 7,5%).

Les investissements étrangers, au terme de l'année en 2013 ont connu une progression de 14,83% par rapport à la même période en 2012 et de 22,5% par rapport à la même période en 2011 contre une baisse de 20,2% par rapport à 2010, du coup les avoirs nets en devises ont atteint environ 11,602MDT contre 12,151MDT à fin 2012, soit 106 jours d'importations à fin 2013.

Sur le plan touristique, et à fin 2013, les entrées de touristes étrangers ont connu une légère progression de 5,3% par rapport à la même période 2012, corrélativement, le nombre des unités touristiques globales a atteint environ 30 millions d'unités au cours de l'année 2013, enregistrant ainsi une légère diminution de 0,2% par rapport à l'année 2012.

Face à la persistance des tensions inflationnistes et à l'assèchement de la trésorerie bancaire mais également dans l'objectif de la rationalisation des crédits à la consommation, la Banque Centrale de Tunisie a décidé de mettre fin à sa politique monétaire accommodante adoptée depuis 2011. Elle a ainsi décidé à deux reprises de relever son taux d'intérêt directeur pour le porter de 3,75% en 2012 à 4,5% à fin 2013 et de réduire le taux de réserves obligatoires, le portant de 2% à 1%.
Il en a résulté une hausse du taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire de 3,98% en décembre 2012 à 4,74% à fin 2013.

L'un des faits marquant de l'année 2013 est la baisse vertigineuse du dinar, une baisse de 12% en une seule année, fait sans précédent depuis la création du marché de change en 1994, : le dinar est passé de 2.0320 à 2.2700 par rapport à l'Euro , soit une variation annuelle de 12%, Le dollar, quant à lui, est passé de 1.5370 à 1.6470, soit une variation de 8.5%.

Du côté de la bourse, l'indice de référence « Tunindex » a enregistré une baisse de 4,33% contre 8,05% en 2012, suite à la montée du terrorisme, des assassinats politiques, l'instabilité politique et au flou qui entoure le processus de la transition vers la démocratie.

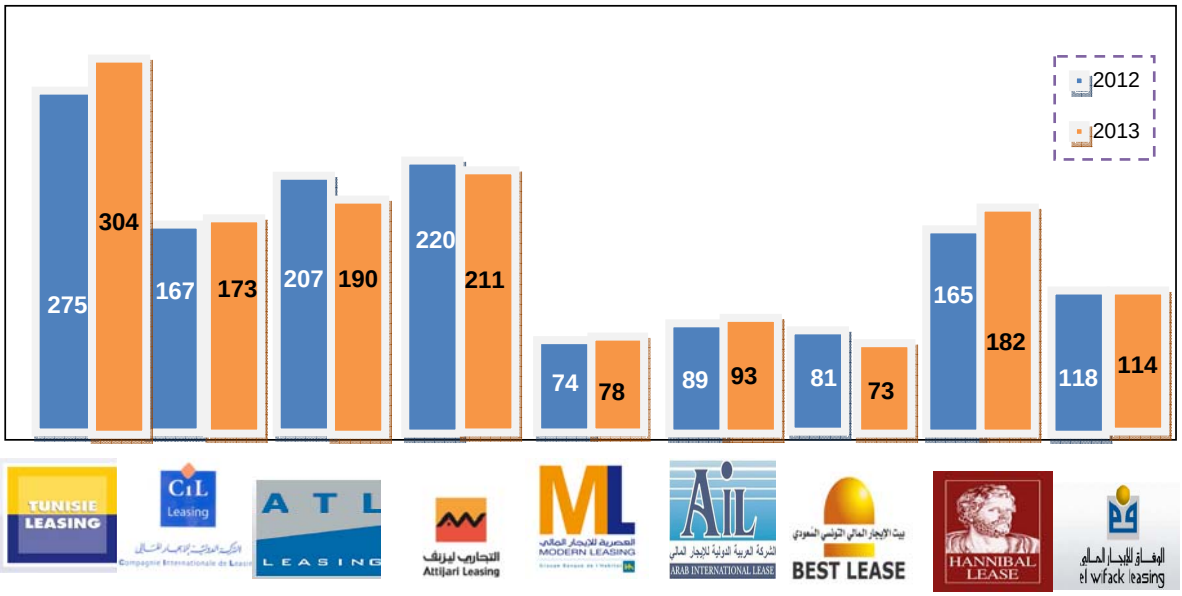
*Source : Amen Invest - L'économiste

APERÇU SUR L'ACTIVITE DU SECTEUR

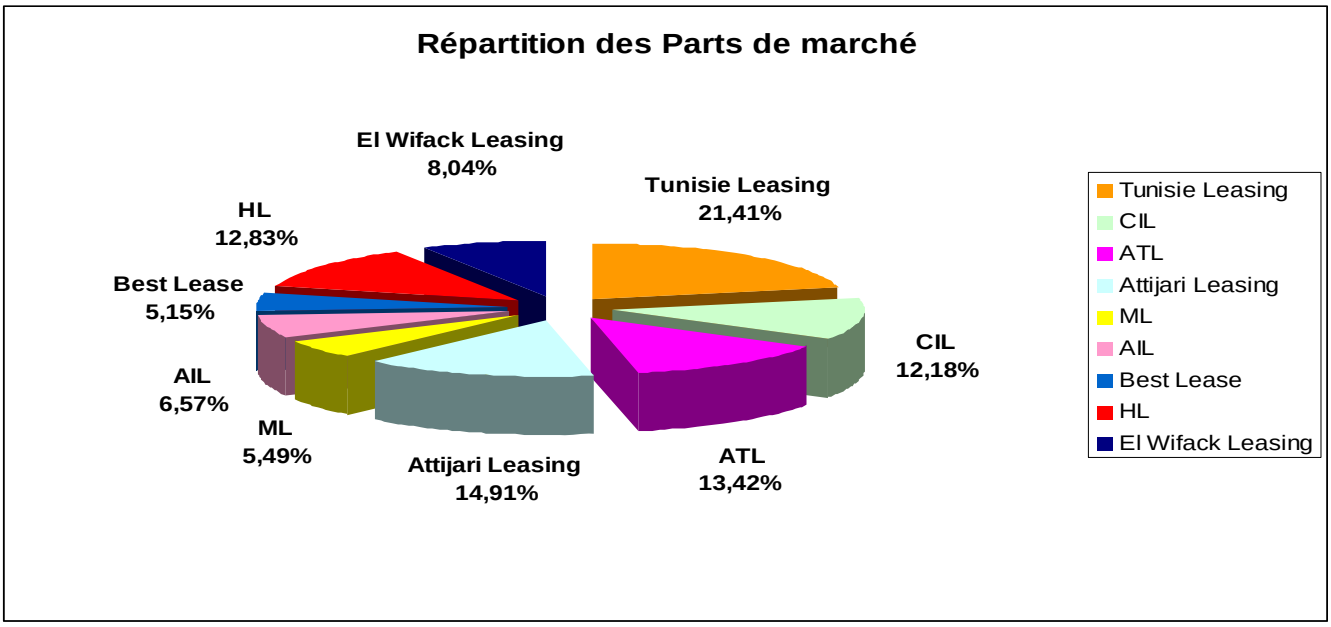
Le secteur du leasing a été fortement affecté par la conjoncture du pays, l'année 2013 a été en conséquence marqué par un important resserrement des liquidités et un renchérissement du cout des ressources, ce qui a impacté les marges des sociétés.

Néanmoins, le total des Mises en Force a enregistré une légère évolution de 1,72% passant de **1394,2MD** au 31/12/2013 à **1418,2MD** au 31/12/2013.

Repartition des Mises en force



D'où la part de marché se répartit ainsi :



Malgré une conjoncture défavorable ML a amélioré sa part de marché passant de 5,29% en 2012 à 5,49% en 2013 se situant ainsi en 8ème position, sa production a connu également une amélioration de 5,49% contre 1,72% pour le secteur.

FAITS SAILLANTS

→ **Mise à jour de manuel de procédures et comptables de la Société :**

→ **Mise en place d'un comité de Gestion des Risques :**

→ **Une réorganisation au niveau du système d'information par la migration de la base des données du système de gestion « EKIP »**

→ **Acquisition d'un serveur pour la virtualisation dans le cadre de l'amélioration de la sécurité du système informatique.**

→ **Mise à niveau du réseau informatique pour améliorer la sécurité du réseau**.

LA PRODUCTION

1. Approbations :

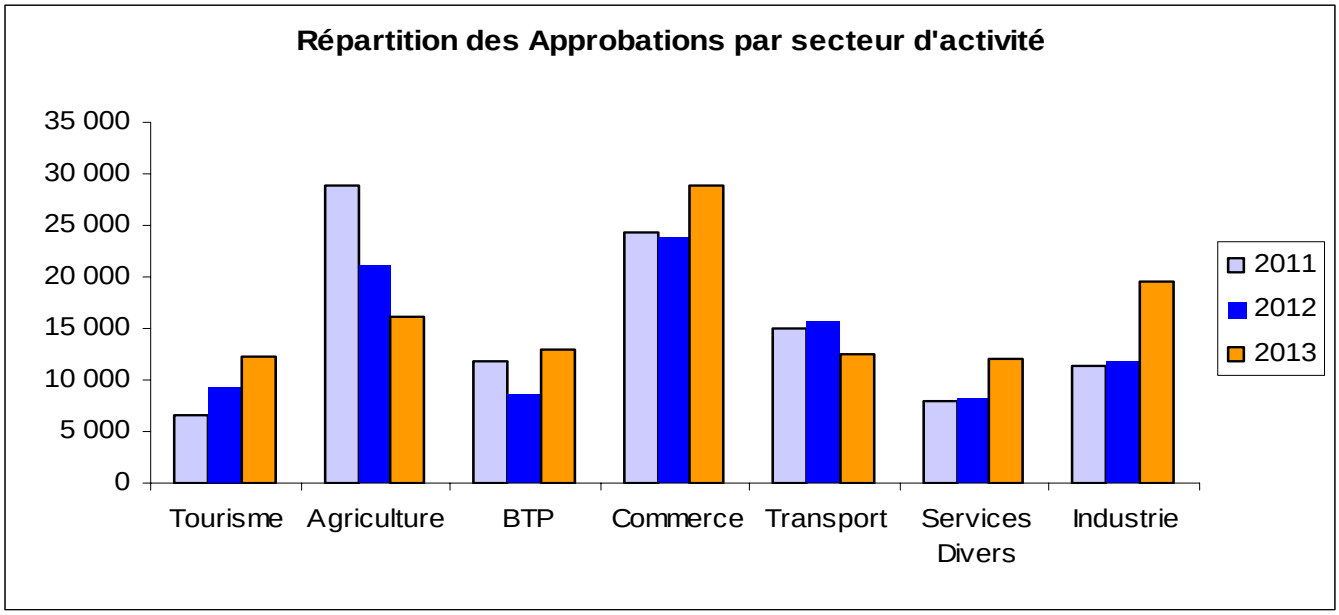
Au 31/12/2013, ML a approuvé **2076** demandes de financement portant sur une enveloppe de**114MD** touchant tous les secteurs de l'économie contre **2234** demandes en 2012, soit **99MD** d'approbations, accusant ainsi une évolution de **15,90%.**

La répartition des approbations par secteur se détaille comme suit :

Secteur	2009		2010		2011		2012		2013		Variation 2012-2013
	%	MT	%	MT	%	MT	%	MT	%	MT	
Tourisme	16,53%	10 793	14,59%	11 784	6,13%	6 482	9,40%	9 257	10,72%	12 242	*32,25%*
Agriculture	8,33%	5 443	14,66%	17 161	27,20%	28 765	21,39%	21 073	14,06%	16 047	*-23,85%*
BTP	14,58%	9 523	15,13%	17 705	11,17%	11 812	8,70%	8 567	11,26%	12 849	*49,98%*
Commerce	23,78%	15 528	22,52%	26 357	23,09%	24 415	24,28%	23 916	25,38%	28 971	*21,14%*
Transport	10,80%	7 050	9,20%	10 770	14,12%	14 931	15,97%	15 733	10,89%	12 434	*-20,97%*
Services	11,34%	7 404	13,23%	15 488	7,49%	7 919	8,26%	8 139	10,64%	12 145	*49,22%*
Industrie	14,65%	9 565	15,18%	17 761	10,81%	11 429	12,00%	11 817	17,06%	19 474	*64,80%*
Total	**100%**	**65 306**	**100%**	**117 032**	**100%**	**105 753**	**100%**	**98 502**	**100%**	**114 162**	***15,90%***

Cette répartition profite essentiellent aux secteurs de commerce, de l'industrie et de l'agriculture qui accaparent **56,5%** des approbations accordées au 31/12/2013**.**

Les parts revenant aux secteurs de l'industrie, de commerce, de BTP, et des services ont enregistré une évolution passant respectivement de **12,00 %,8,70 %,8,26** % et **9,40 %** en 2012 à **17,06%**,**25,38%,11,26%** et **10,63%** contre une baisse des parts revenant aux secteurs de l'agriculture et de transport qui sont passées respectivement de **21,39%** et **15,97%** à **14,06%** et **10,89%.**



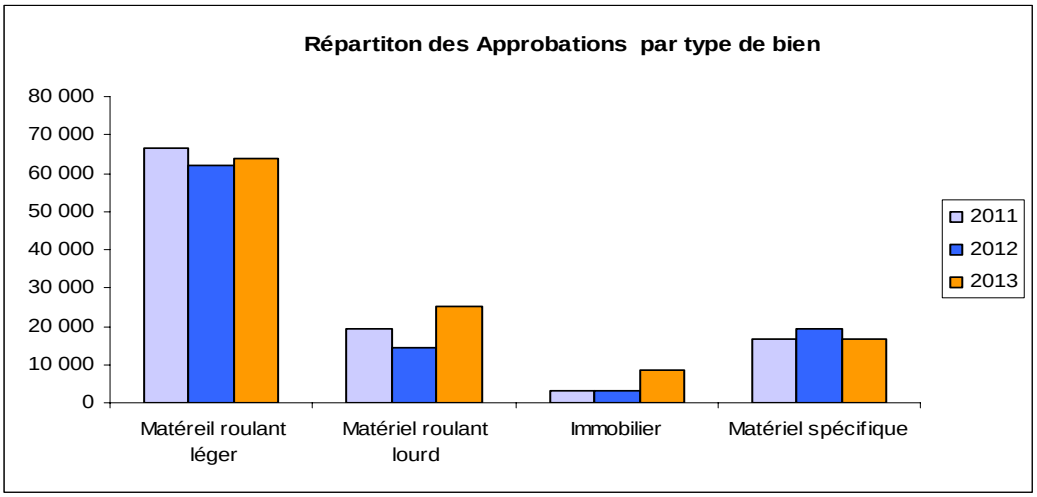
La répartition des approbations par nature de biens se détaille comme suit :

En (mD)

Nature de Bien	2009		2010		2011		2012		2013		Variation 2012-2013
	%	MT	%	MT	%	MT	%	MT	%	MT	
Matériel roulant léger	55,14%	36 008	42,57%	49 815	63,04%	66 671	62,93%	61 983	55,87	63 777	*2,89%*
Matériel roulant lourd	16,19%	10 575	16,49%	19 297	18,08%	19 117	14,54%	14 327	22,11	25 245	*76,21%*
Immobilier	5,23%	3 415	8,09%	9 467	3,15%	3 327	3,13%	3 084	7,58	8 657	*180,71%*
Matériel Spécifique	23,44%	15 307	28,58%	33 453	15,73%	16 639	19,40%	19 108	14,44	16 483	*-13,74%*
Total	**100%**	**65 306**	**100%**	**117 032**	**100%**	**105 754**	**100%**	**98 502**	**100%**	**114 162**	***15,90%***

Cette répartition est caractérisée par une prépondérance du leasing mobilier qui représente **92,42%** du total des approbations en 2013 contre 96,87% en 2012.

Il est à noter que la part la plus importante des opérations mobilières porte sur du matériel roulant et plus particulièrement sur le matériel roulant léger représentant **55,87%** du total des approbations en 2013 contre **62,93%** en 2012.
La part revenant au leasing immobilier a enregistré une évolution passant de **3,13%** en 2012 à **7,58%** en 2013 contre une baisse pertinente de la part revenant au matériel spécifique qui est passé de **19,40%** en 2012 à **14,44%** en 2013.



La répartition des approbations par région se détaille comme suit :

En (mD)

Région	2011		2012		2013		Variation 2012-2013
	%	MT	%	MT	%	MT	
Nord Est	50,26%	53 155	54,58%	53 764	56,40%	64 391	*19,77%*
Nord Ouest	10,07%	10 651	11,30%	11 134	9,81%	11 194	*0,54%*
Centre Est	19,55%	20 672	19,15%	18 865	18,61%	21 245	*12,62%*
Centre Ouest	7,44%	7 863	2,80%	2 756	2,45%	2 799	*1,56%*
Sud Est	7,98%	8 434	9,04%	8 906	10,00%	11 418	*28,21%*
Sud Ouest	4,70%	4 975	3,12%	3 077	2,73%	3 115	*1,23%*
Total	**100,00%**	**105 754**	**100,00%**	**98 502**	**100,00%**	**114 162**	***15,90%***

La région du **Nord Est** accapare **56,4%** des approbations en 2013 contre **54,58%** en 2012, les gouvernorats du **Grand Tunis** détiennent **45,51%**

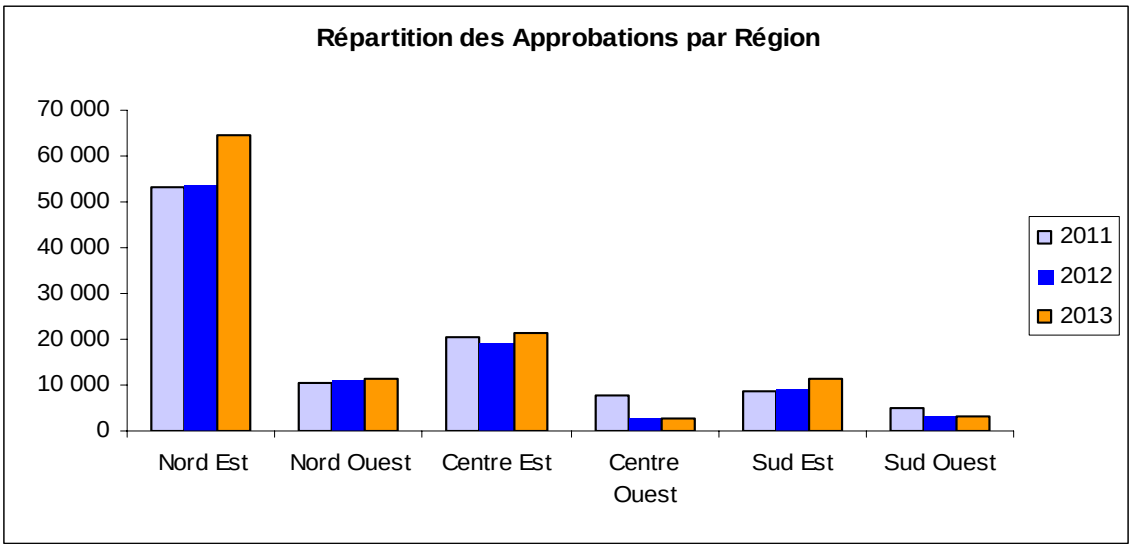
La région du **Nord Ouest** détient **9,81 %** des approbations en 2013 contre **11,30%** en 2012 ; les gouvernorats de **Béja et Jendouba** détiennent **7,08%.**

La région du **Centre Est** détient **18,61 %** des approbations en 2013 contre **19,15%** en 2012 ; le gouvernorat de **Sousse** détient **9,43%.**

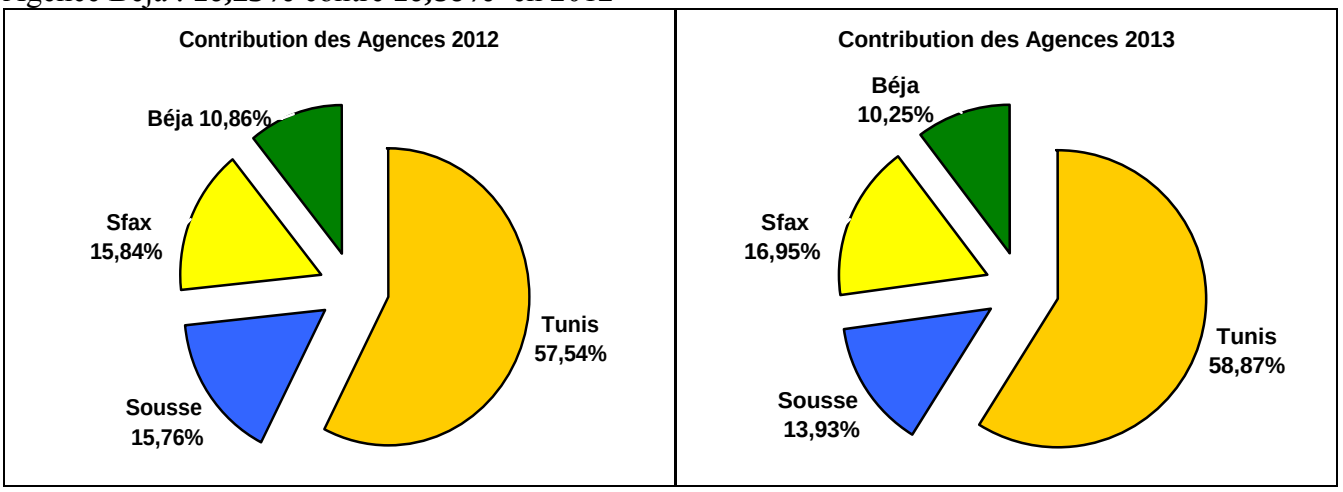
La région du **Centre Ouest** détient **2,45%** des approbations en 2013 contre **2,80% en 2012 ;** le gouvernorat de **Kairouan** détient **1,43%.**

La région du **Sud Est** détient **9,99%** des approbations en 2013 contre **9,04%** en 2012, le gouvernorat de **Sfax** détient **7,74%.**

La région du **Sud Ouest** détient **2,73%** des approbations en 2013 contre **3,12%** en 2012, le gouvernorat de **Sidi Bouzid** détient **1,98%**



Il est à noter que la contribution des agences en matière d'approbations représente **41,13%** du total des approbations contre **42,46%** en 2012 :
Agence Sfax : **16,95%** contre **15,84%** en 2012
Agence Sousse : **13,93%** contre **15,76%** en 2012
Agence Béja : **10,25%** contre **10,86%** en 2012



2. Les Mises en Force

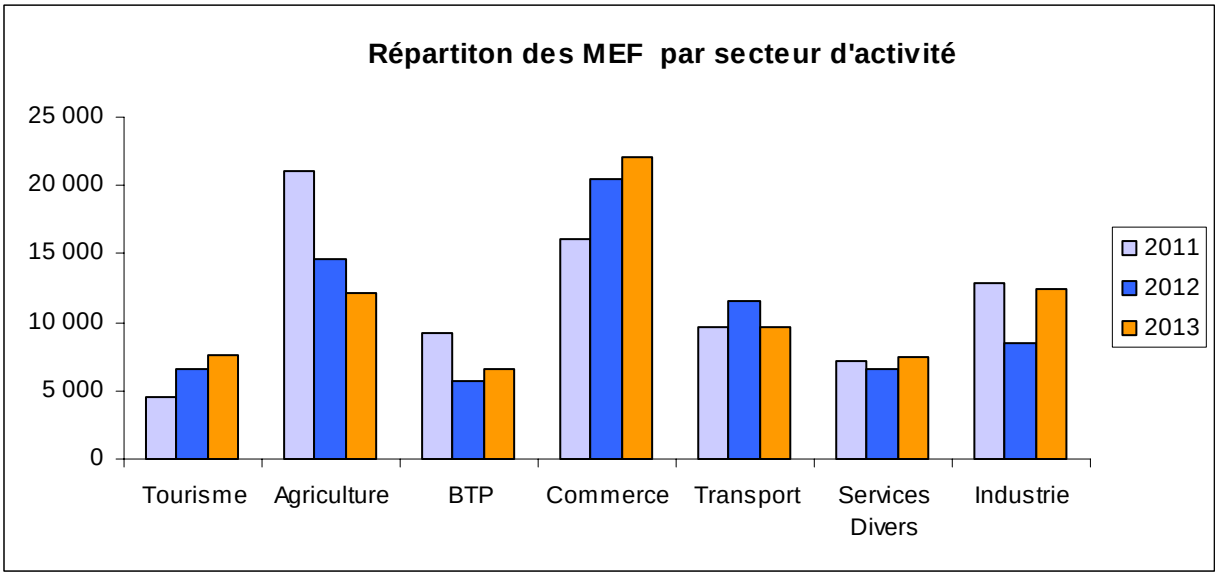
La société a enregistré une hausse de **5,49%** de ses mises en force qui se sont élevées à **78MD** au 31/12/2013 contre **74MD** au 31/12/2012, soit un taux de réalisation de **68,42%** contre **75,51%** en 2012

Il est à signaler que le montant moyen des contrats mis en force est passé de **38,12mD** en 2012 à **50mD** en 2013.

La répartition des mises en force par secteur se détaille comme suit :
En (mD)

Secteur	2009		2010		2011		2012		2013		Variation 2012-2013
	%	MT	%	MT	%	MT	%	MT	%	MT	
Tourisme	18,24%	8 820	11,00%	7 992	5,67%	4 563	8,96%	6 613	9,80%	7 628	*15,35%*
Agriculture	9,14%	4 420	14,45%	10 559	26,08%	20 983	19,79%	14 606	15,61%	12 155	*-16,78%*
BTP	13,80%	6 671	13,37%	11 459	11,47%	9 227	7,64%	5 640	8,45%	6 576	*16,60%*
Commerce	23,83%	11 525	25,05%	15 571	19,91%	16 014	27,72%	20 458	28,29%	22 029	*7,68%*
Transport	9,49%	4 589	9,06%	6 585	12,00%	9 652	15,59%	11 506	12,37%	9 633	*-16,28%*
Services Divers	57,12%	4 556	13,49%	9 743	8,91%	7 169	8,82%	6 510	9,56%	7 440	*14,29%*
Industrie	16,49%	7 976	13,58%	8 735	15,96%	12 835	11,47%	8 467	15,92%	12 393	*46,37%*
Total	**100%**	**48 358**	**100%**	**72 644**	**100%**	**80 443**	**100%**	**73 800**	**100%**	**77 855**	***5,49%***

Cette répartition profite essentiellement aux secteurs de commerce, de l'industrie et de l'agriculture qui accaparent **59,83%** des MEF accordées au 31/12/2013.
Les parts revenant aux secteurs de l'industrie, de commerce, de tourisme et des services ont accusé une évolution passant respectivement de **11,47%**, **22,72%**, **8,96%** et **8,82%** à fin 2012 à **15,92%, 28,30% , 9,79% et 9,56%** à fin 2013 contre une baisse pertinente des parts revenant aux secteurs de l'agriculture et de transport passant de **19,79%** et **15,59%** à fin 2012 à **15,61%** et **12,37%** à fin 2013.
Cette baisse se traduit en particulier par l'indisponibilité du matériel roulant.



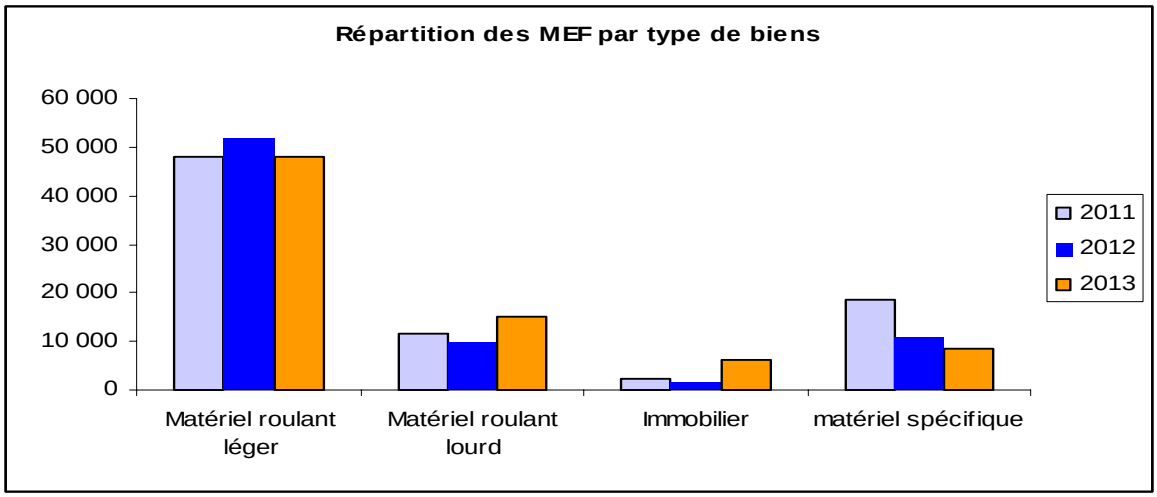
La répartition des MEF par nature de biens :

(En mD)

Secteur	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2012-2013
Matériel roulant léger	28 889	38 322	47 938	51 843	48 142	*7,14%*
Matériel roulant lourd	8 017	12 776	11 598	9 613	15 103	*57,11%*
Immobilier	1 272	4 463	2 193	1 610	6 025	*274,22%*
Matériel spécifique	10 180	17 083	18 714	10 734	8 585	*-20,05%*
Total	**48 358**	**72 644**	**80 443**	**73 800**	**77 855**	***5,49%***

Cette répartition est caractérisée par une prépondérance du leasing mobilier qui représente **92,27%** du total des MEF en 2013 contre **97,82%** en 2012, ainsi une évolution importante du leasing immobilier qui est passé de **2,18%** en 2012 à **7,74%** en 2013.

Il est à noter que la part la part la plus importante des opérations mobilières porte sur du matériel roulant et plus particulièrement sur le matériel roulant léger passant de **70,25%** en 2012 à **61,84%** du total des MEF en 2013 contre une évolution importante du leasing immobilier dont sa part est passé de **2,18%** en 2012 à **7,74%** en 2013, cette évolution traduit une stratégie de développement de la part de l'immobilier en rapport avec le savoir faire ML dans ce secteur et son appartenance au groupe BH.



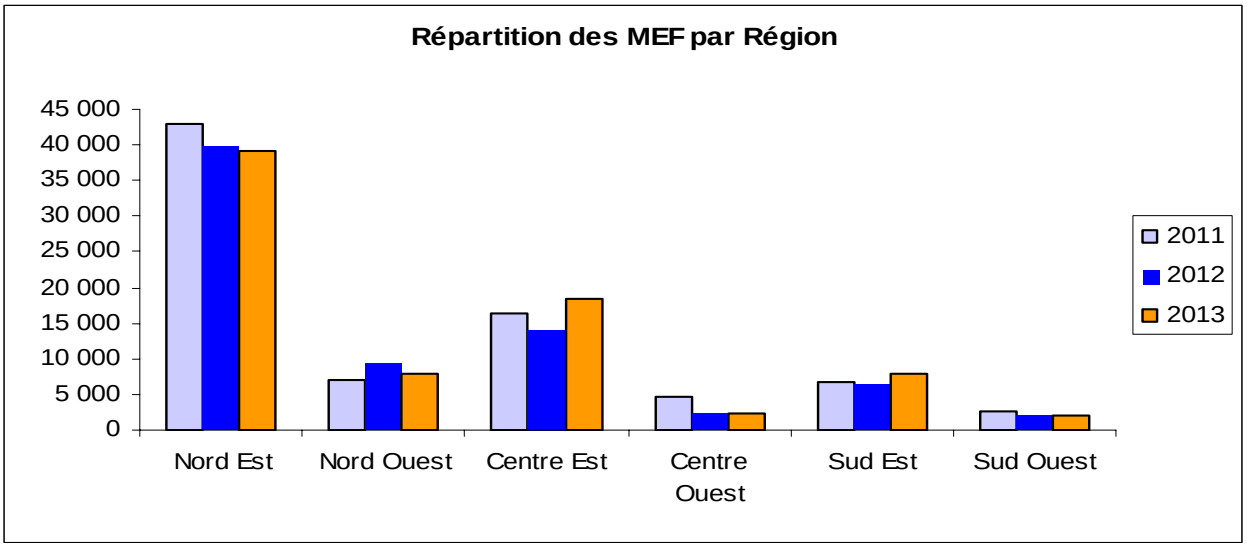
Répartition des MEF par région

(En mD)

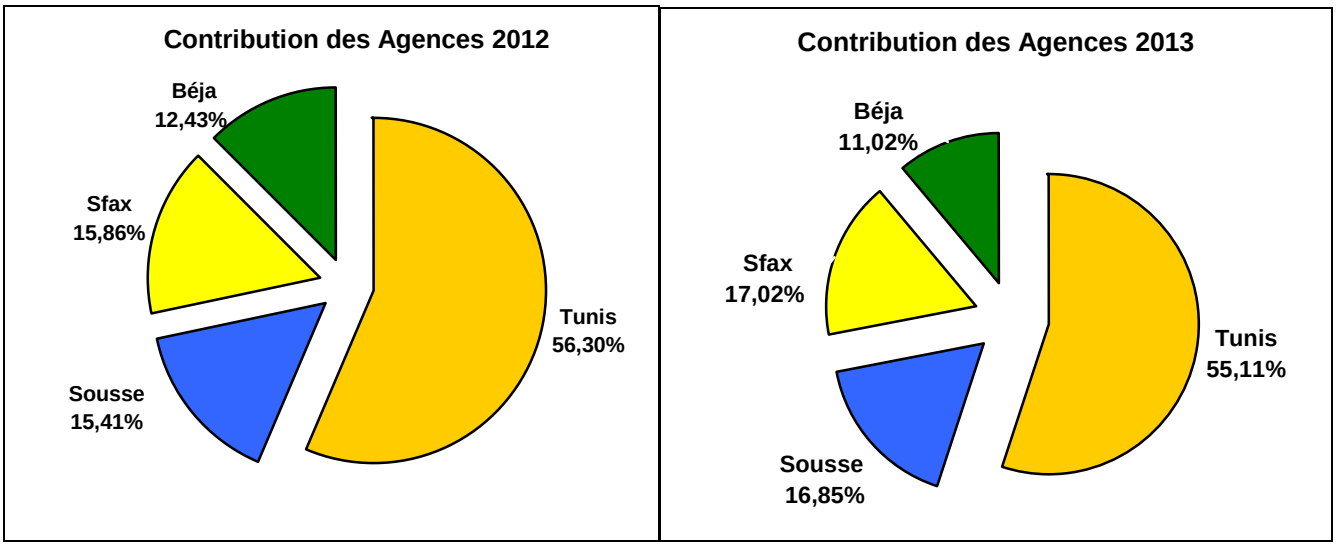
Région	2011	2012	2013	Variation 2012-2013
Nord Est	42 827	39 875	39 095	*-1,96%*
Nord Ouest	7 153	9 237	8 025	*-13,12%*
Centre Est	16 314	14 086	18 368	*30,40%*
Centre Ouest	4 535	2 314	2 215	*-4,28%*
Sud Est	6 862	6 374	8 002	*25,54%*
Sud Ouest	2 752	1 914	2 151	*12,38%*
Total	**80 443**	**73 800**	**77 855**	***5,49%***

A fin 2013, les Mises en force sont réparties par région comme suit :

La région du **Nord Est** accapare **50,21%** des approbations en 2013 contre **54,03%** en 2012, les gouvernorats du Grand Tunis détiennent **38,60%**
La région du **Nord Ouest** détient **10,50 %** des approbations en 2013 contre **12,52%** en 2012 ; les gouvernorats de Béja et Jendouba détiennent **7,63%.**
La région du **Centre Est** détient **23,58%** des approbations en 2013 contre **19,09%** en 2012 ; le gouvernorat de Sousse détient **12,98%**
La région du **Centre Ouest** détient **2,84%** des approbations en 2013 contre **3,14%** en 2012, dont 1,75% pour le gouvernorat de Kairouan.
La région du **Sud Est** détient **10,27%** des approbations en 2013 contre **8,64%** en 2012 ; le gouvernorat de Sfax détient **8,18%.**
La région du **Sud Ouest** détient **2,75%** des approbations en 2013 contre **2,59%** en 2012, le gouvernorat de Sidi Bouzid détient **2,33%.**



Il est à noter que la contribution des agences en matière de production représente **45%** du total des mises en force contre **44%** en 2012 :
Agence Sfax : **17,02%** Contre **15,86%** en 2012
Agence Sousse : **16,85%** contre **15,41%** en 2012
Agence Béja : **11,12%** contre **12,43%** en 2012



<u>Le Rendement :</u>

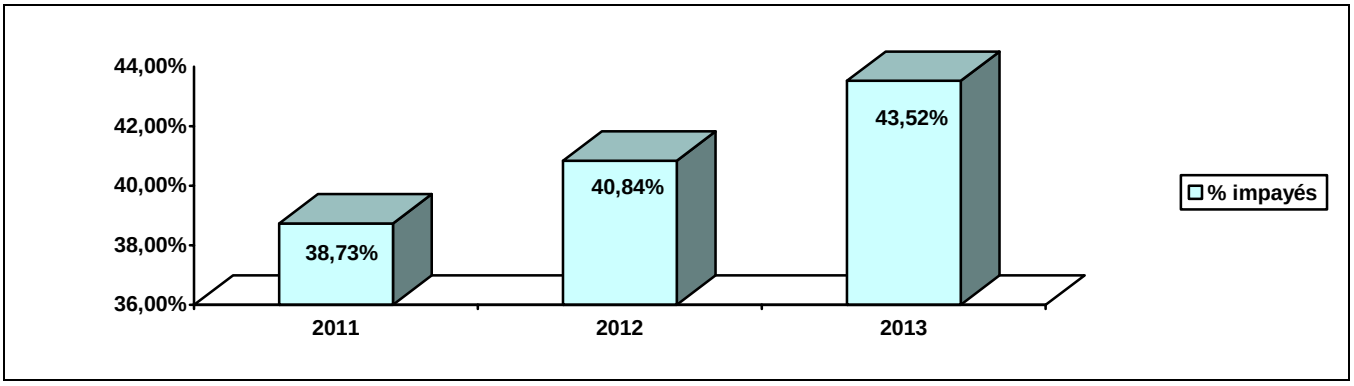
Le rendement moyen des contrats réalisés en 2013 a été de **9,78%** contre un taux moyen de **9,81%** en 2012 et **10,27%** en 2011 : il est à noter que le taux moyen de nos contrats reste supérieur au taux moyen du secteur qui est de **9,52%.**
La baisse des taux traduit ainsi une concurrence de plus en plus vive en matière de conditions de financement.

II. Le Recouvrement :

Le Retour des impayés :

Le chiffre net des effets retournés impayés pour l'exercice 2013 est de **30 736mD** contre **26 903mD** en 2012, soit une augmentation de **14, 25%** par rapport à 2012.

Période	2009	2010	2011	2012	2013
Chiffre d'affaire hors autofinancement	39 061	44 790	51 589	65 879	70 616
Retour impayé	10 123	11 431	19 980	26 903	30 736
% impayé	25,92	25,52 %	38,73%	40,84%	43,52%

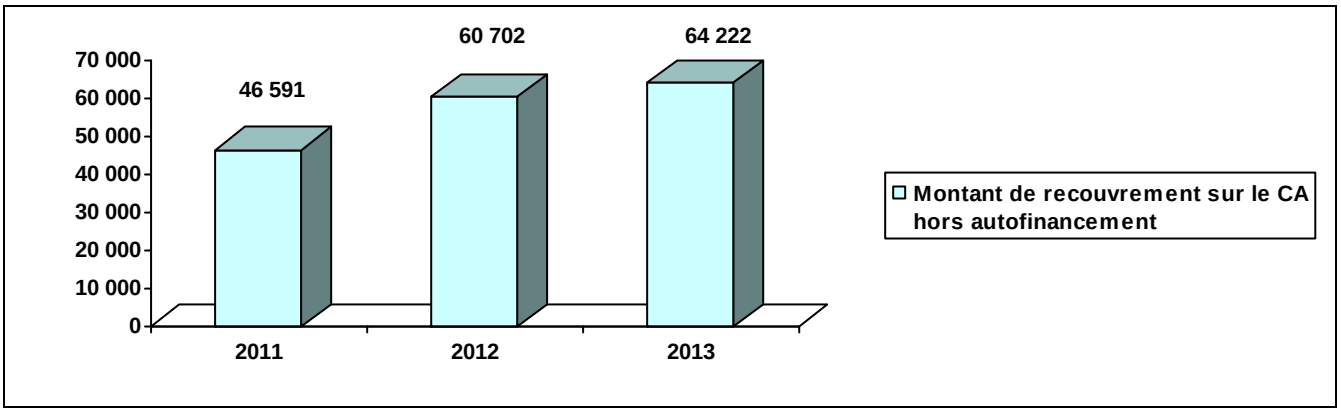


Montant de recouvrement global sur le chiffre d'affaire hors autofinancement 2013:

Le montant du recouvrement global sur le chiffre d'affaire 2013 est de **64 222mD** soit un taux de recouvrement de **90,95%**, ce qui représente une diminution de **1,19** en pourcentage par rapport à 2012.

(En mD)

Période	2009	2010	2011	2012	2013
Recouvrement sur le chiffre d'affaire hors autofinancement	47 473	53 073	46 591	60 702	64 222
Taux	96,37%	97,04%	90,31%	92,14%	90,95%

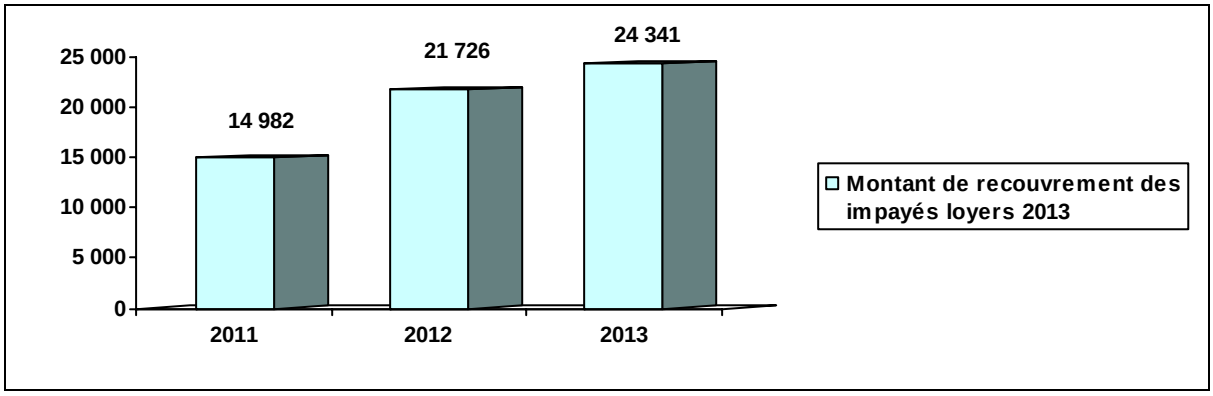


Montant de recouvrement des impayés loyers 2013 :

Le montant du recouvrement des impayés loyers de l'exercice 2013 a été de **24 341 mD**, soit un taux de **79,20%** Contre **80,76%** en 2012**.**

(En mD)

Période	2009	2010	2011	2012	2013
Montant de recouvrement des impayés loyers	8 187	9 889	14 982	21 726	24 341
Taux	80,87%	86,52%	75,01%	80,76%	79,20%



Montant de recouvrement global des impayés antérieurs à 2013 :

Le montant global du recouvrement des impayés réalisé au cours de l'exercice 2013 sur les impayés antérieurs à l'exercice a été de **4 738mD** soit un taux de **61,92%** contre **63,61%** à fin 2012.

Période	Antérieur 2009	Antérieur 2010	Antérieur 2011	Antérieur 2012	Antérieur 2013
Impayés	4 079	3 805	3 377	6 806	7 653
Recouvrement	2 211	1 968	1 066	4 329	4 738
Taux	54,21%	51,72 %	45,81%	63,61%	61,92%

Montant de recouvrement global des impayés:

Le taux de recouvrement global des impayés réalisé au cours de l'année 2013 a été de **75,75%** contre **77,30%** à fin 2012.

Période	2009	2010	2011	2012	2013
Impayés Global	14 202	15 234	22 660	33 711	38 389
Recouvrement	10 397	11 857	16 048	26 057	29 080
Taux	**73,21%**	**77,83%**	**70,82%**	**77,30%**	**75,75%**

L'impayé par rapport à l'encours net:

Compte tenu de ce qui précède, le taux des impayés passe de **5,16%** de l'encours en 2012 à **5,89%** en 2013.

Période	2009	2010	2011	2012	2013
Impayé	3 804	3 377	6 806	7 653	9 404
% de l'encours	**5,49%**	**3,38%**	**5,16%**	**5,16%**	**5,89%**

La Qualité du portefeuille

Le volume des créances classées a diminué passant de **22 279mD** au 31/12/2012 à **21 436mD** au 31/12/2013, ainsi le taux de créances classées est passé de **14,39%** à **12,77%** à fin 2013

Le taux de couverture des créances classées est passé de **50,88%** au 31/12/2012 à **65,96%** à fin 2013.

(En mD)

Année / Classe	2009		2010		2011		2012		2013	
	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part
Classe 0	54 984	75,23%	83 100	80,53%	84 249	60,76%	98 175	63,43%	110 188	65,65%
Classe 1	11 332	15,51%	14 536	14,09%	38 820	28,00%	34 370	22,21%	36 213	21,58%
Classe 2	445	0,61%	734	0,70%	2 411	1,74%	6 791	4,39%	2 693	1,60%
Classe 3	526	0,72%	80	0,08%	6 600	4,76%	3 523	2,28%	2 854	1,70%
Classe 4	5 799	7,93%	4 746	4,60 %	6 578	4,74%	11 965	7,70%	15 889	9,47%
Total	**73 086**	**100%**	**103 196**	**100%**	**138 658**	**100%**	**154 823**	**100%**	**167 837**	**100%**

(En mD)

Tableau d'évolution des indicateurs de portefeuille :

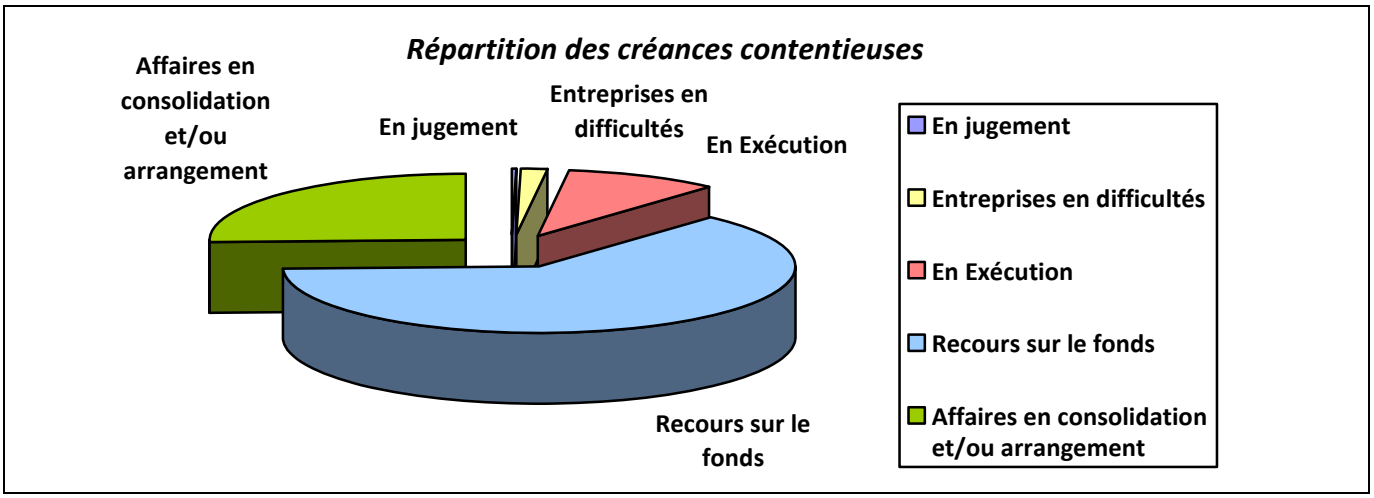
Période	2009	2010	2011	2012	2013
Risque Global	73 086	103 229	137 890	154 823	167 837
Volume des Créances Classées	6 769	5 570	14 969	22 278	21 436
Taux des créances classées	**9,26 %**	**5,40 %**	**10,85%**	**14,39%**	**12,77%**
Taux moyen du secteur	11,40%	7,5%	8,5%	8,2%	
Taux de couverture des créances classées	5 725	4 678	38,26	50,88	65,96%
Taux de couverture des créances classées du secteur	**84,73%**	**84%**	**66%**	**65,22%**	

III. Le Contentieux :

A fin 2013, le montant des créances contentieuses et précontentieux porte sur une enveloppe de **15,89MD** contre **11,97MD** à fin 2012, accusant ainsi une augmentation de **32,79 %.**
Ainsi le montant des engagements contentieux en 2012 représente **7,04 %** du total engagement client, contre **3,58 %** en 2012.

(En mD)

Année / Stade CTX	2009		2010		2011		2012		2013	
	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part
En jugement	**96**	1,65	**411**	8,65	**568**	8,64	**36**	0,30	**45**	0,28
Entreprises en difficultés	**254**	4,38	**283**	5,96	**339**	5,15	**331**	2,77	**254**	1,60
En exécution	**2 150**	37,07	**1 370**	28,86	**2 966**	45,10	**2 350**	19,64	**1 577**	9,90
Recours sur le fonds	**2 099**	36,19	**2404**	50,65	**2 080**	31,63	**2 858**	23,89	**9 939**	62,55
Affaires en consolidation et/ou arrangement	**1 200**	20,69	**278**	5,85	**624**	9,49	**6 390**	53,41	**4 074**	25,65
Total	**5 799**	**100%**	**4 746**	**100%**	**6 577**	**100%**	**11 965**	**100 %**	**15 889**	**100%**



A/Attente de Jugement

Le risque des affaires en attente de jugement a légèrement augmenté passant de 36mD à fin 2012 à 45mD à fin 2013 soit une évolution de 25% suite au passage des nouveaux clients au contentieux.

B/Entreprises en difficultés

Le risque des entreprises en difficultés a diminué passant de 331mD au 31/12/2012 à 254mD au 31/12/2013 suite aux règlements effectués par ces clients.

C/En exécution

Le risque des affaires en exécution a diminué passant de 2 350mD à 1 577mD à fin 2013 soit une diminution de 32,9% vu la célérité dans la récupération du matériel objet des jugements obtenus.

D/Recours sur le fonds

Le risque des créances de recours sur le fond a connu une aggravation importante de 39 points en pourcentage, passant de **23,89 %** en 2012 à **62,55 %** au 31/12/2013, suite à l'accroissement du nombre des actions en paiement intentées à l'encontre des clients qui ont fait objet de PV de carence au niveau du référé et/ou accusant des moins-value de cession.

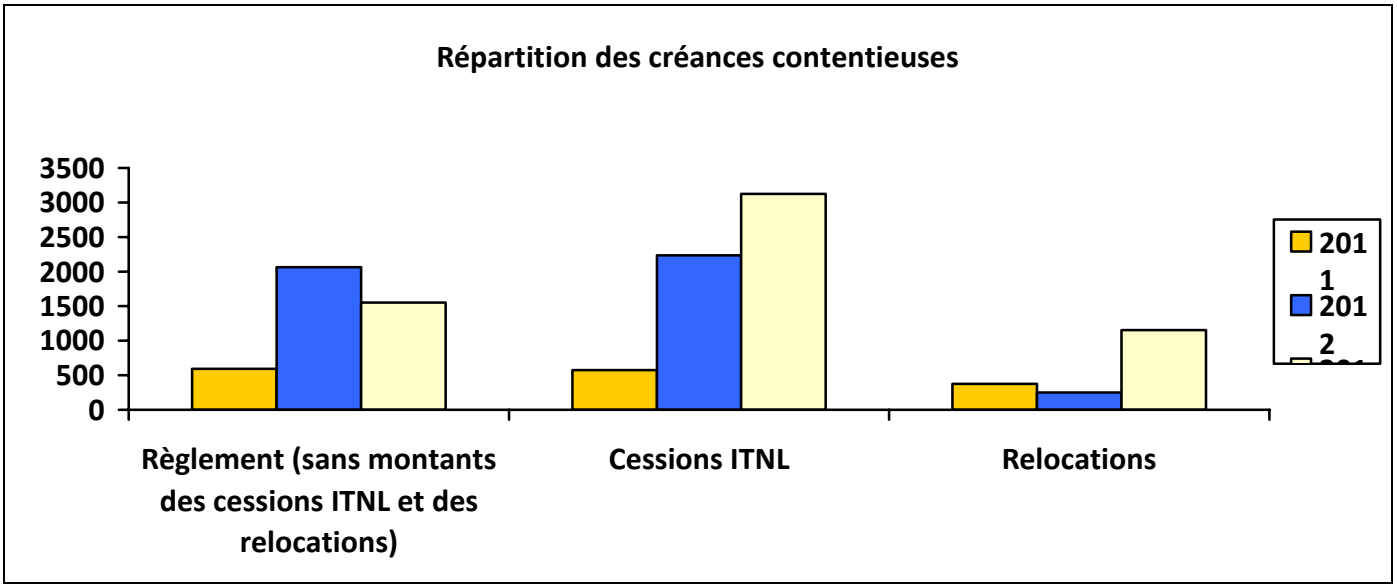
Recouvrement sur les créances contentieuses

Au cours de 2013, le montant de recouvrement sur les créances contentieuses est de **5 830 mD** contre **4 550mD** en 2012 soit une évolution de **24,15%.**Cette augmentation provient de l'intensification des récupérations pour cessions et/ou relocations.

Il est à noter que **26,62 %** du recouvrement contentieuses soit **1 552 md** provient des règlements clients suite a des actions de pressions et un suivi permanent de la part de l'équipe de département contentieux.

(En mD)

	Règlement (sans montant des cessions ITNL et des relocations)	Montant des cessions ITNL	Montant des relocations
2011	594	576	376
2012	2 063	2 235	252
2013	1 552	3 123	1 155



Recouvrement sur les créances radiées :
Au cours de l'année 2013, les efforts de recouvrement sur les créances radiées ont permis un recouvrement global de **99 mD.**

<u>Répartition des créances contentieuses* par région :</u>

La région du Nord Est accapare 58,39% des créances contentieuses et la région du Centre Ouest (Kairouan et Kasserine) détient seulement 2,15%.

Région	Encours	Impayés	Risque	Part (%)
Nord Est	5 461	1 431	6 899	58,39%
Nord Ouest	802	453	1 255	10,62%
Centre Est	1 328	1 040	2 368	20,04%
Centre Ouest	122	132	254	2,15%
Sud Est	526	164	691	5,85%
Sud Ouest	224	124	348	2,95%
Total	**8 463**	**3 352**	**11 815**	**100,00%**

*Il s'agit des relations de la classe 5

<u>Répartition des créances contentieuses par secteur d'activité:</u>

Cette répartition est caractérisée par une prépondérance du secteur de l'agriculture contre une faiblesse de la part du secteur des services divers détenant 1,44%.

Secteur	Encours	Impayés	Risque	Part (%)
Tourisme	444	225	669	5,66%
Agriculture	4 899	1 520	6 419	54,33%
BTP	1 341	388	1 729	14,63%
Commerce	1 037	465	1 502	12,71%
Transport	360	317	677	5,73%
Services Divers	36	134	170	1,44%
Industrie	346	303	649	5,49%

Total	**8 463**	**3 352**	**11 815**	**100,00%**

Répartition des créances contentieuses par type des biens:

Cette répartition est caractérisée par une prépondérance du leasing mobilier qui représente 99,97% du total des créances classées au 31/12/2013

Secteur	Encours	Impayés	Risque	Part (%)
Matériel roulant léger	1 458	1 216	2 674	22,63%
Matériel roulant lourd	940	786	1 726	14,61%
Immobilier	0	2	2	0,02%
Matériel spécifique	6 065	1 348	7 413	62,74%
Total	**8 462**	**3 352**	**11 815**	**100,00%**

ANALYSE DES RESULTATS :

- Les revenus bruts de leasing sont passés de 13,57 MD au 31/12/2012 à 13,86 MD à fin 2013, soit une évolution de 2,15 %.

- Les produits nets de leasing ont diminué de 15,72% par rapport à 2012, passant de 7,92 MD en 2012 à 6,64 MD représentent un taux de rendement brut de l'encours de 4,16% contre 5,34% au 31/12/2012, cette baisse étant imputable essentiellement à la baisse du montant des Mises en forces.

- Les charges financières s'élèvent à 8,14MD représentant 9,14% du chiffre d'affaires au 31/12/2013 contre 6,54MD soit 7,83% du chiffre d'affaires au 31/12/2012. L'encours de dette passe de 121,01 MD au 31/12/2012 à 132,09MD au 31/12/2013.

- Les produits financiers nets sont passés de 136mD au 31/12/2012 à 235mD au 31/12/2013 soit une augmentation de 72,79%.

- Les charges du personnel ont évolué de 12,35%, passant de 1 877mD au 31/12/2012 à 2110mD à fin 2013.Elles représentent 2,37% du chiffre d'affaires 2013 contre 2,25% du chiffre d'affaires 2012.

- Les autres charges d'exploitation à fin 2013 ont resté stables par rapport au 31/12/2012 avec un montant de 1 753mD.

- Les dotations aux provisions pour créances douteuses se sont élevées à 3 244mD au terme de l'exercice 2013 contre 5 031mD pour la même période de 2012 ; les reprises de provisions passent de 1 132mD au 31/12/2012 à 1 203mD au 31/12/2013 ; ainsi, l'exercice s'achève avec une dotation nette de 2 098mD contre une dotation nette de 3 899mD au 31/12/2012 hors provision collective.

Le résultat net provisoire de la période ainsi dégagé est de 19mD, contre un résultat net de 358mD au 31/12/2012, soit une régression de 94,69 %.